

Le symposium « Globalización de la solidaridad »; des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire

Cécile Sabourin

Volume 10, Number 2, 1997

Territoires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057945ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057945ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sabourin, C. (1997). Le symposium « Globalización de la solidaridad »; des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire. *Recherches féministes*, 10(2), 211–217. <https://doi.org/10.7202/057945ar>

Article abstract

This article is concerned with the contents of the papers and discussions that took place during the symposium *Globalización de la solidaridad*, in Lima Peru, during July 1997. Following a brief introduction to the theme of the solidarity economy discussed during the symposium, the text focuses on the most interesting and promising approaches to understanding and constructing an economy based on solidarity, especially to satisfy women's needs. Attention is drawn to the diversity of conceptions of the solidarity economy, in terms of theoretical approaches as well as field practices. The disciplinary and geographical origins as well as the characteristics of the work context are the background which allows us to understand the complexity and the challenge of building the foundations of a true solidarity economy.

Le symposium «Globalización de la solidaridad» : des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire

Cécile Sabourin

Lima au Pérou, juillet 1997 : dans le cadre du symposium intitulé «Globalización de la solidaridad», plus de 150 personnes venant de 31 pays se rencontrent pour échanger des idées sur le thème de la solidarité mais surtout sur celui de l'économie solidaire. Participantes et participants, nous partageons la conviction que, sous la contrainte du déficit zéro ou des ajustements structurels, la pensée dominante entraîne pauvreté, déqualification, exclusion et détresse et qu'il y a urgence de repenser nos agirs, de construire d'autres bases économiques, des solutions de rechange au modèle présenté comme unique façon d'être partie prenante à la modernité économique.

Quatre jours de discussions intenses amènent des constats et des prises de position qui prendront la forme de la Déclaration de Lima. Nous en sommes fiers et partageons le projet d'en diffuser le contenu le plus largement possible. Pour nous qui poursuivons notre questionnement au féminin, il y a cependant un bémol. Nous considérons que la place et les préoccupations spécifiques des femmes n'y sont pas suffisamment présentes et affirmées. C'est en ce sens que nous considérons la Déclaration comme un point de départ à partir duquel il faudra construire des alliances et élaborer une stratégie pour faire connaître et reconnaître la pensée féministe sur l'économie solidaire.

De plus, en dépit de tous les points de convergence, les contextes culturels, historiques, politiques et sociaux colorent le vocabulaire, les discours et les pratiques associés à l'économie solidaire au Nord et au Sud et entre les pays eux-mêmes. Une mosaïque de points de vue défilent à nos oreilles à mesure que sont abordés les principaux thèmes des présentations théoriques et des échanges d'idées en ateliers. Sans la moindre prétention de faire une synthèse, je veux rendre compte ici de mon expérience au symposium en présentant brièvement les éléments de contenu qui me sont apparus les plus intéressants et prometteurs comme assises d'une pensée économique renouvelée et féministe.

L'économie solidaire au symposium¹

En premier lieu, pour situer les lectrices et les lecteurs ainsi que faciliter la compréhension des tendances «théoriques et conceptuelles» en présence, je mentionnerai l'existence d'au moins deux tendances relatives aux approches conceptuelles de l'économie solidaire. La première vise à repenser la logique de nos actions économiques en questionnant toutes les «idées reçues sur les lois de l'économie». Des approches féministes de l'économie solidaire s'inscrivent dans cette tendance. La seconde tendance a plutôt pour objet de faire reconnaître un espace politique aux projets et aux expériences en cours dans une perspective d'économie plurielle. Elle regroupe ceux et celles qui organisent des ajustements viables en faveur des personnes laissées-pour-compte du système sans véritable remise en question des fondements idéologiques au regard des théories et comportements économiques. Appel à la reconnaissance et au soutien des réalités existantes, cette seconde voie s'articule différemment selon le rôle que l'on confie à l'État, lequel varie en fonction des régimes politiques et de l'histoire des pays.

À aucun moment, cependant, ces deux tendances ne s'expriment clairement et ouvertement au cours du symposium. C'est au retour qu'il m'apparaît que les points de vue théorique et pratique des spécialistes travaillant sur des aspects différents convergent vers l'un ou l'autre pôle avec de nombreuses variantes intermédiaires. La présence de chercheuses et de chercheurs de même que de militantes et de militants venant de disciplines et d'horizons divers ouvre en fait la voie à une vaste gamme de points de vue sur l'économie solidaire. Les perspectives temporelles – à court, à moyen et à long termes – m'apparaissent aussi variées, quoique ce ne soit pas toujours spécifié dans les propos et dans les écrits. Devant cette diversité des discours, des pratiques et du vocabulaire, notons quelques éléments fondamentaux pour la compréhension et la réflexion sur l'économie solidaire.

Quelques pistes intéressantes

Lors d'un symposium sur l'économie solidaire tenu à Montréal en juin 1996², Humberto Ortiz³ avait exposé sa conception de l'économie solidaire et reconnu que la contribution des femmes y est souvent sous-estimée, voire occultée. Ortiz tente de modéliser les composantes de la vie économique globale en y insérant ce qu'il nomme l'économie solidaire, présente dans les champs «social, public, privé» de la vie économique. Sur la base de ses travaux au Pérou, il démontre l'importance de l'économie solidaire dans l'ensemble des activités économiques en faisant ressortir les formes d'activités marchandes et de travail de reproduction présentes au sein des sphères familiale, domestique, communautaire et de la formation, lesquelles sont dans une grande proportion sous la responsabilité des femmes.

-
1. Les thèmes abordés durant le symposium portaient sur : la définition et la conceptualisation de l'économie solidaire; l'économie solidaire et les perspectives de genre; l'économie solidaire et le développement local; la solidarité et la mondialisation. En après-midi, les ateliers étaient consacrés à l'exposé de projets et de récits de pratiques.
 2. Voir le rapport intitulé : *Du néolibéralisme à l'économie solidaire, le combat des femmes, Actes du deuxième séminaire international sur l'économie solidaire, 10, 11, 12 juin 1996.*
 3. Économiste péruvien, l'un des organisateurs principaux du symposium.

Selon Mariam Sow⁴, l'économie solidaire en Afrique de l'Ouest trouve ses racines dans l'économie informelle, sous la gouverne des femmes, piliers de la vie économique et familiale. Elle considère cependant que les activités traditionnelles de survie et de petit commerce ne sont pas seules garantes du développement d'un nouveau modèle d'économie solidaire. C'est plutôt le fait qu'il s'agisse d'actions conscientes et volontaires qui rendra possible l'émergence d'un nouveau modèle. Elle soutient aussi que l'État aura un rôle à jouer dans la construction de ce nouveau modèle, l'harmonisation entre les actions au niveau national et les activités surtout informelles de la base constituant un préalable à l'élaboration du nouveau modèle d'économie solidaire. Le défi est de taille si l'on tient compte des circonstances de la construction des états nationaux en Afrique.

Pour sa part, Malika Kna⁵ souligne que «l'économique» a envahi le champ de l'économie, reléguant les dimensions sociales et humaines hors de l'articulation des activités de production, de consommation et d'échanges. Elle soulève notamment la pertinence d'étudier la question des règles de production, lesquelles ne peuvent s'extraire des conditions naturelles, par rapport aux règles de distribution, essentiellement humaines et construites. Il est cependant impossible, selon Kna, de faire abstraction du marché. C'est une donnée et une réalité avec laquelle il faut présentement compter en en conservant ce qu'elle nomme les «vertus» du marché. À propos de ces dernières, elle nous laisse cependant un peu sur notre faim.

Luis Razeto⁶, de son côté, parle d'économie de la solidarité plutôt que d'économie solidaire. Il avance l'idée du facteur «C» comme composante de la fonction de production, ce qui reflète l'importance accordée au facteur «travail» dans son système conceptuel. Le facteur «C» représente toute la réalité de la coopération, collaboration, concertation, etc., dont nous savons intuitivement qu'elle constitue un ingrédient propice à l'augmentation des résultats de production. Pourtant, les théories économiques ne reconnaissent pas cette réalité dans la mesure où seul compte ce qui est mesurable et «mesuré» rentable.

Ismaël Muñoz⁷ souligne les relations inévitables entre les aspects locaux, nationaux et internationaux de l'économie en mettant en évidence que c'est au sein des espaces locaux que se vivent le quotidien et les activités significatives pour les personnes. Par ailleurs, l'interdépendance obligée fait porter les conséquences environnementales, sociales et humaines bien au-delà des frontières nationales et des hauts lieux de décision. Selon Muñoz, un changement profond dans les relations internationales s'impose, notamment par le développement de solidarités «internationales» et, pour les pays du Sud, deux dimensions surgissent comme prioritaires, soit le commerce équitable et les droits de la propriété intellectuelle. Muñoz reconnaît des assises essentielles à la solidarité internationale, à savoir la connaissance comme bien public, le renforcement de la société civile internationale et le renforcement de l'égalité et

4. Économiste sénégalaise dont la présentation s'appuie principalement sur une recherche menée conjointement avec l'Université de Hambourg sur le secteur informel au Sénégal.

5. Économiste marocaine, professeure et membre de l'Association marocaine pour les droits des femmes.

6. Sociologue et chercheur chilien, directeur du projet Vivarium.

7. Économiste péruvien, Instituto Bartolomé de las Casas-Rimac.

de la citoyenneté. Notons sa définition de la connaissance comme capacité créatrice et productrice de connaissances, celle qui donne des clés pour construire et qui se bâtit à partir de l'éducation et de la formation constamment renouvelée. Près de lui, Muñoz considère que la société péruvienne doit maintenant travailler à l'égalité des droits et des responsabilités, bases de la citoyenneté et de la solidarité.

Quant à Balthazar Caravelo⁸, il parle de la mondialisation en tant que perte de la capacité de décision d'un pays, ce qui aurait comme conséquence de mettre l'humanité en danger. S'intéressant tout particulièrement au rôle des entreprises soumises tant à la nécessité économique de rentabilité qu'à l'obligation de s'interroger sur le travail et la productivité de la main-d'œuvre, il reconnaît la nécessité de nouvelles formes d'organisation des entreprises, d'un passage de la «philanthropie» à la responsabilité, c'est-à-dire d'un engagement éthique des entreprises avec la société, avec les travailleurs et les travailleuses ainsi qu'avec la communauté.

Par ailleurs, des points de vue sociologiques apportent une vision organisationnelle de l'économie solidaire. Louis Favreau⁹ situe l'économie sociale ou solidaire dans l'espace intégrant le social et l'économique, le développement et le local. Dans le contexte québécois, une partie des forces vives qui travaillent au renouvellement des pratiques économiques se regroupent dans les organismes associés au développement communautaire et cherchent à se faire reconnaître comme partenaires «complémentaires» par rapport aux acteurs économiques que sont l'État et les entreprises de l'économie marchande. En établissant un parallèle entre les conditions de l'économie sociale ou solidaire au Nord et au Sud, Favreau tente aussi de démontrer que les organisations non gouvernementales (ONG) occupent un espace privilégié pour soutenir les espoirs que font naître ces approches «économiques» nouvelles. En ce sens, sa conception se situe davantage dans la reconnaissance d'un espace socio-économique que dans la transformation du modèle économique susceptible d'asseoir un véritable développement équitable.

Jean-Louis Laville¹⁰ soulève la question des différents espaces sociaux et économiques à l'intérieur desquels s'expriment des rapports économiques selon des rationalités différentes. Il parle en faveur d'une reconnaissance politique du «mouvement d'économie solidaire», celui qui travaille activement à la réinsertion de personnes dans la vie économique, notamment dans les espaces de proximité. Il soulève la question de l'utilité sociale des activités et des emplois créés à l'intérieur de ce champ économique. Véritablement engagé à situer l'économie solidaire dans le spectre de l'ensemble des activités économiques, il revient sur le modèle que ses collègues et lui mettent en avant, à savoir que l'économie solidaire constitue un modèle global de l'économie incluant la coexistence de trois formes de logique économique, celles de l'économie marchande, de l'économie non marchande et de l'économie non monétaire, chacune étant marquée par des modes de distribution différents, soit le marché, la redistribution et la réciprocité. En ce sens, ce modèle est bien une lecture de

8. Sociologue péruvien.

9. Professeur, Université du Québec à Hull.

10. Sociologue français, chercheur au Centre de recherches et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA).

réalités en place incluant une tentative de donner leurs lettres de noblesse à différentes dimensions de la réalité économique.

Pour sa part, Patricia Amat¹¹ est engagée en faveur d'une «reconsidération» de la place des femmes tant dans les acquis de l'économie solidaire que dans son développement. D'entrée de jeu, elle met l'accent sur le rôle déterminant des femmes dans les activités destinées à «maintenir, continuer et réparer le monde», activités souvent invisibles et surtout «invisibilisées» dans les statistiques officielles. Pour renverser le sens du développement économique actuel, l'avenue privilégiée est l'information et la formation des femmes en vue de les amener à être en mesure de participer aux discussions et aux décisions portant sur les questions économiques, à combattre les politiques visant à les rendre elles-mêmes responsables de la gestion de la pauvreté, à leur donner accès au travail rémunéré comme non rémunéré et, enfin, à les préparer à gérer l'argent. Convaincue de la nécessité de reconnaître le modèle néo-libéral comme construction humaine, Patricia Amat croit qu'il n'y a pas d'autre issue pour se sortir des déséquilibres actuels que de construire autrement les rapports économiques dans l'optique d'un meilleur partage et du développement de la solidarité. Cette conceptualisation d'une théorie économique «féministe» prendra en considération le genre, l'accès aux ressources et leur contrôle par et pour les femmes, les changements dans les politiques étatiques, l'apport des femmes à la vie sociale et économique et, surtout, elle rendra visible la participation tant des femmes que des hommes aux différentes sphères de la vie en société.

Sous forme de récit d'une démarche et d'une marche du mouvement des femmes, la présentation de Josée Belleau¹² s'inscrit dans la même perspective. Son intervention prend appui sur des angles d'analyse qui reconnaissent le travail des femmes dans les sphères familiale et communautaire, la réalité et le concept d'infrastructures sociales, la critique de la logique marchande et de la logique technocratique dans la production et la reproduction humaine, sociale, culturelle et environnementale, le rôle de l'État et celui du mouvement communautaire. Elle adopte une perspective féministe de l'économie sociale solidaire, ce qui correspond à redéfinir et à reconnaître la spécificité de l'économie sociale dans le cadre d'une économie plurielle solidaire incluant l'économie marchande, l'économie publique et l'économie sociale. Selon Belleau, définir l'économie sociale au sein de cette économie plurielle ne va pas sans un questionnement des valeurs d'équité, de partage, sans un questionnement sur les concepts économiques qui permettent d'articuler les différentes formes de logique de l'économie plurielle et sans un questionnement sur des politiques et des programmes mis en avant par l'État. Dans le contexte québécois, l'État est un acteur clé de la reconnaissance de la participation des femmes à la vie économique et sociale.

Plus proche du récit d'expérience, l'intervention de Moussa Konaté¹³ porte essentiellement sur une expérience de démocratie de participation au Mali, dont l'objectif principal est de donner une voix aux femmes et aux jeunes des villages. Konaté montre avec conviction qu'il faut inventer les mécanismes de la démocratie dans cette partie du monde où les Anciens et l'État, assises de la

11. Sociologue péruvienne, coordonnatrice du groupe Mujer y Ajuste.

12. Travailleuse sociale, coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes du Québec.

13. Représentant du SUCO au Mali.

centralisation du pouvoir, laissent peu de place aux forces vives qui aspirent à construire un autre développement sur les territoires locaux que sont les villages.

Enfin, le contexte urbain des États-Unis imprègne la communication de Ray Bromley¹⁴. Pour résoudre des problèmes de désindustrialisation des quartiers urbains, des organismes communautaires ont conçu leurs stratégies en tenant compte du fonctionnement des instances politiques et juridiques. En misant sur les lobbies politiques et les batailles juridiques, ces organismes ont réussi à occuper un espace économique reconnu comme économie communautaire ou solidaire aux États-Unis.

Au symposium, les ateliers de l'après-midi sur la présentation de projets, d'expériences, de pratiques de terrain ont représenté un véritable kaléidoscope où chacune et chacun pouvait se rapprocher de réalités que certaines personnes considèrent relever, dans leur milieu, du domaine de l'économie solidaire. Que ce soit des projets du type infrastructures, banques, caisses de crédit, des projets de formation pour l'industrie d'exportation ou des projets de commerce juste et équitable, ce qui ressort, c'est la grande débrouillardise pour trouver des moyens de régler les difficultés économiques quotidiennes¹⁵. S'il s'agit de moyens qui s'adressent aux populations en difficulté d'insertion dans les secteurs d'activités économiques marchandes, on parle volontiers d'économie solidaire. D'un point de vue analytique, on note l'absence d'une compréhension commune de ce que signifie solidarité et économie solidaire. S'il y a des convergences évidentes entre des conceptions au Nord et des conceptions au Sud, on ne saurait trop insister sur l'importance du contexte dans lequel s'inscrivent les projets et les expériences, et c'est tout particulièrement le cas si l'on s'intéresse aux femmes comme actrices, décideuses et bénéficiaires de l'économie solidaire ainsi qu'à l'émergence d'une perspective féministe de l'économie solidaire.

Construire une pensée féministe sur l'économie solidaire

Construire une pensée féministe sur l'économie solidaire, c'est d'abord travailler à changer les règles du jeu économique en y insérant un facteur «solidarité», semblable au facteur «C» de Razetto non seulement dans la production mais dans tous les aspects de nos activités économiques, que ce soit la production, la consommation ou les échanges. C'est aussi, comme des féministes l'ont revendiqué depuis de nombreuses années, rendre visibles les activités occultées par les comptes économiques, celles qui se pratiquent dans la sphère domestique, le voisinage, la communauté. Où que l'on soit, les femmes y sont associées de façon privilégiée et, dans plusieurs contextes, elles en sont les principales responsables.

Cela dit, il faut reconnaître que la transformation des rapports économiques doit compter avec la participation des femmes et des hommes. Une pensée économique à saveur féministe doit aussi prendre appui sur les questionnements fondamentaux au regard des rapports femmes-hommes et en relation avec les inégalités, quelle qu'en soit leur origine. C'est en ce sens que

14. Professeur, Université Albany.

15. Parmi les expériences présentées, mentionnons celles du Mouvement Desjardins, de Transfair sur le commerce équitable, de Mondragon, du Réseau de commercialisation communautaire en Amérique latine (RELACC), de projets de formation, de banques solidaires, de Bouff'elles.

nous, les femmes, qui avons commencé nos travaux et réflexions sur la question de l'économie solidaire du point de vue des femmes, avons trouvé à Lima l'occasion de reconnaître l'existence de bases communes et de pistes de travail directement associées à l'émergence d'une véritable économie solidaire pour tous les êtres humains. Nous avons cependant noté une certaine difficulté à nommer des inégalités, dans les contributions comme dans les rétributions, qui imposent aux femmes des défis souvent plus grands. D'une part, les femmes participent largement aux activités économiques domestiques et communautaires sans en recevoir nécessairement les bénéfices auxquels elles auraient droit; d'autre part, elles sont des actrices importantes de la vie économique marchande et elles n'en obtiennent pas une rétribution équitable, que ce soit sous forme de salaire, de conditions de travail, de pouvoir formel de décision ou autrement. Pourtant, il est clair que, si l'on persiste à occulter des inégalités de départ, la route sera longue vers l'atteinte de l'équité et de la solidarité, tout autant dans le domaine des activités économiques que dans les autres aspects de la vie quotidienne.

Comme il est vrai que l'on ne peut isoler l'économie de l'ensemble des rapports humains et sociaux, les thèmes de la démocratie de participation, de l'accès à la connaissance et à l'éducation dès le plus jeune âge, et notamment pour les petites filles, de l'interdépendance, de l'action volontaire et consciente, de la responsabilité sont ainsi apparus incontournables.

Les moyens instrumentaux et organisationnels retiennent dans bien des cas l'attention de prime abord comme moyens à court terme de garantir plus de solidarité et d'équité. On peut penser à l'adoption de lois, de quotas, à l'accès au microcrédit, à la nomination de quelques femmes à des postes clés ou même à la reconnaissance par tout autre moyen des activités traditionnellement féminines. Cependant, pour conclure sur le thème du colloque, ce qui paraît être la seule voie fiable de progression vers une solidarité dans nos rapports économiques, c'est l'inclusion de cette valeur qu'est la solidarité dans tous les agirs humains à tous les niveaux, à partir des relations interpersonnelles jusqu'aux relations internationales.

*Cécile Sabourin
Département des sciences sociales et de la santé
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue*